

Protection de la société—Loi

à la Commission des libérations conditionnelles visant à annuler les changements néfastes apportés par le gouvernement Trudeau et qui usurpaient—je tiens à le souligner—l'autorité du Parlement en matière de libération conditionnelle établie par le gouvernement Diefenbaker. M. Diefenbaker était un homme de grande compassion, qui comprenait le droit criminel et les droits civiques des citoyens de notre pays. Depuis huit ans le gouvernement actuel a contribué, davantage que tout autre facteur, à compromettre le bon programme de réhabilitation qui existait.

Des voix: Bravo!

M. Woolliams: A cela s'ajoute la confusion créée par les media qui ont annoncé partout au Canada que les députés de l'autre côté de la Chambre et de ce côté-ci débattraient aujourd'hui non seulement le bill sur l'amendement du Code, mais aussi la question de l'abolition de la peine capitale dans les cas de meurtre qualifié ou de trahison. Le présent débat porte sur les amendements, certainement pas sur l'abolition. Je suis heureux d'entendre le ministre de la Justice (M. Basford) le dire. Il a insisté parce que le gouvernement a tenté de convaincre la population canadienne d'accepter cet ensemble de mesures sur la paix et la sécurité, tandis que les media, les députés et le peuple canadien croyaient qu'on leur faisait une proposition globale, qu'on leur demandait un seul débat sur cinq amendements à apporter au Code, y compris la question de l'abolition de la peine capitale. Le gouvernement utilise ce bill pour assurer au peuple qu'il veut la paix et la sécurité, il parle maintenant de loi et d'ordre et peut donc adopter une attitude différente envers le meurtre.

En groupant le bill C-83, loi pour mieux protéger la société canadienne contre les auteurs de crimes violents et autres crimes et le bill C-84, le bill d'abolition, et en les qualifiant de bills relatifs à la paix et à la sécurité, le gouvernement, le ministre de la Justice et le solliciteur général (M. Allmand) essaient d'une manière vraiment astucieuse et préméditée de donner l'impression qu'il n'y a qu'un débat, qu'un bill tendant à résoudre le problème de la recrudescence de la violence et du meurtre au Canada et qu'ils possèdent les solutions, qu'ils ont toujours voulu une administration parfaite de la justice et que leur objectif prioritaire est d'assurer la sécurité et la protection des citoyens qui respectent la loi. Les faits prouvent évidemment le contraire. Il suffit de voir les réalisations du gouvernement dans ce domaine. De crainte d'oublier, j'aimerais rappeler à la Chambre et aux ministériels qu'ils ne sont pas parvenus à protéger les femmes et les enfants innocents ni les citoyens qui respectent la loi.

Le moins qu'on puisse dire, c'est que le ministre de la Justice et le gouvernement ont fait une brillante tentative—brillante et sinistre à la fois—pour donner au public l'impression qu'ils ont, par le passé, essayé de faire quelque chose contre le crime. Je donnerai d'autres statistiques lorsque j'en arriverai à cette question dans mon exposé, mais en 1974, 258 meurtres ont fait l'objet de condamnations. En 1975, il y en a eu 312. Le taux de criminalité s'est accru de 18.8 p. 100, celui du vol avec effraction, de 11.3 p. 100, celui des enlèvements, de 40.7 p. 100 et celui des vols qualifiés de 70.9 p. 100.

La mesure de réglementation des armes à feu contenue dans le bill C-83 et actuellement à l'étude est un catalogue juridique et politique, avec tout le respect que je dois au ministre, destiné à apaiser les députés ministériels

[M. Woolliams.]

qui se font harceler par leurs électeurs, parce que le gouvernement ne fait rien pour endiguer l'augmentation continue des meurtres et autres délits au Canada. Si le gouvernement a présenté ensemble le contrôle des armes à feu, les nouvelles peines pour meurtre et d'autres amendements sur la paix et de la sécurité, c'est tout simplement pour d'obtenir l'appui des députés ministériels de l'arrière-ban sur ces deux bills, car ils sont mécontents non seulement de ces mesures mais aussi d'autres politiques, comme celles qui ont trait à *Time* et à *Reader's Digest*, et des propos tenus par le premier ministre (M. Trudeau) dans la province de Québec.

Des voix: Oh, oh!

M. Woolliams: Nous de ce côté-ci de la Chambre avons patiemment écouté le ministre et j'espère que, bien que les députés d'en face ne soient pas d'accord avec moi, ils écouteront mon discours avec la même courtoisie dont nous avons fait preuve à son égard. C'est pourquoi on a tout fourré comme l'a dit le journaliste, dans le même sac. La façon dont le ministre de la Justice et le solliciteur général colportent leur propagande en nous disant qu'il faudrait examiner les deux bills ensemble me rappelle l'histoire de Ramsay MacDonald, premier ministre de Grande-Bretagne qui voulait vendre sa camelote de paix et de désarmement en Europe aux nations alliées pendant que l'ennemi réarmait. Cette erreur a failli nous coûter notre régime démocratique et les autres nations ont perdu des milliers de vies humaines et ont connu beaucoup de souffrances.

Ce gouvernement, lui aussi, nous donne l'impression depuis huit longues années qu'il serait indulgent envers les criminels endurcis. Quelle aberration! Les réhabiliter, d'accord mais les relâcher, non. Qu'il me suffise de rappeler à la Chambre qu'à l'heure actuelle la violence et la criminalité augmentent, que des enfants ont été tués, des femmes violées et tuées, la police attaquée et que la société subit des souffrances sans nom. Je ne veux pas dire, loin de là, que le gouvernement soit le seul à blâmer mais il doit accepter sa part de responsabilité.

Des voix: Bravo!

M. Woolliams: La campagne publicitaire des deux ministres a eu tant de succès que même les Waltons auraient pu croire que le gouvernement combat le crime et que le contrôle des armes à feu est la réponse. A cet égard, on dirait que le mercenaire ou Batman ont éliminé les méchants. J'ai vu et entendu les deux ministres, «the odd couple», à Canada A.M. au réseau CTV, à Fifth Estate à Radio-Canada, à W 5 à CTV et à This Day à Radio-Canada, débattant leur propagande et disant aux Canadiens que les deux bills sont une seule et même chose appelée paix et sécurité, pour que les gens pensent que nous sommes en train de débattre l'ensemble du problème.

Les règles ne me permettent pas de dire que c'était là un effort délibéré pour décevoir la population. Elles m'interdisent peut-être d'aller aussi loin, mais elles me permettent de dire qu'un sentiment de déception parcourt le pays. Les ministres sont passés à toutes les émissions. Ils ont vendu l'idée, en essayant de persuader et de se présenter, de même que leur programme, sous un angle favorable, que le meurtre, la violence, le viol et l'assaut seront combattus et que tout ce que doit faire le Parlement, c'est d'appliquer le contrôle des armes à feu. Je n'ai regardé toutes les émissions...